

m é m o i r e

Les Cahiers d'Afrique du Nord

plurielle

Mémoire
de cœur



N°- 51 — Mars 2007. Paraît tous les trimestres.
Publication éditée par Mémoire d'Afrique du Nord.

Sommaire

Éditorial - S'unir pour mieux aider		3
Trois quarts de siècle d'assistance médicale française au Sahara	André Savelli	5
L'œuvre sociale du protectorat au Maroc, quelques remarquables réalisations	Marie-Claire Micouneau-Sicault	11
La Maréchale Lyautey une grande dame trop peu connue	Colonel P. Geoffroy	18
Héritier d'une charité de nos mères, le Secours Catholique	Jeanine de la Hogue	23
Sur la charité israélite en Algérie lors de la présence française	Richard Ayoun	32
L'œuvre sociale protestante en Algérie	Collectif	36
Une initiative originale : L'Ecole des jeunes filles musulmanes de Tunis	Annie Krieger-Krynicky	40
Garderies et Jardins d'enfants	Hélène Boutigny	42
Mémoire de cœur	Jeanine de la Hogue	45
Bibliographie		49
Point livres	Jeanine de la Hogue	50

Mémoire plurielle, Les Cahiers d'Afrique du Nord. N° 51

Édité par Mémoire d'Afrique du Nord

119, rue de l'Ouest, 75014 Paris. Tél. Fax:- 01 45 42 78 75. www.memoireafriquedunord.net

Directrice de la publication : Jeanine de la Hogue,

Équipe rédactionnelle : Jeanine de la Hogue, Hélène Boutigny, Anne-Marie Briat, Odette Goinard, Annie Krieger-Krynicky, Hélène Laurent, Marie-Claire Micouneau-Sicault, Marie-Claude Putfin, Yves Richardot, Patrice Sanguy, Rémi de Vulpillières.

Trésorier : Yves Richardot.

ISSN : 1 - 284-43-221

Réalisation : Coriat

Impression : Promoprint

Abonnement à *Mémoire plurielle*, 20 €

Le numéro : 7 €

Adhésions à l'association Mémoire d'Afrique du Nord :

Membre actif à partir de 6 €,

Membre bienfaiteur : à partir de 15 €, *Membre donateur* : à partir de 30 €

© Mémoire d'Afrique du Nord

S'unir pour mieux aider

Lors de la récente disparition de l'abbé Pierre, aux concerts de louanges que lui valait son action, se sont mêlées quelques réflexions. Comment ne pas remarquer, en effet, que, malgré l'œuvre réelle si importante des Compagnons d'Emmaüs et de bien d'autres, il y a

encore tant de misère ! Comme si, fatalement, la charité ne pouvait pas lutter, à armes égales, avec le malheur...

Et pourtant, je me souviens encore de ce que disait un haut représentant de la charité en Afrique du Nord. Il répondait à une de ces femmes dévouées



Comme un symbole, ce tambour veut rappeler ce qu'a été une partie assez ignorée de l'œuvre de la France.

qui se consacraient aux autres et qui se désolait de voir toujours autant de malheureux : « Vous avez l'impression que ce que vous faites n'est qu'une goutte d'eau dans un océan de misère ? Mais si vous réfléchissez bien, cet océan est fait de gouttes d'eau et, si l'on entend bien le proverbe, les petits ruisseaux font les grandes rivières ! Aussi, l'essentiel est-il de multiplier les gouttes d'eau »...

Munie de cet encouragement, cette jeune femme a multiplié les contacts, a élargi son action, a intéressé nombre de ses amis, relations et même parfaits inconnus. Ce thème des œuvres sociales et caritatives nous a amenés à réfléchir à la complexité et au côté positif de toutes ces actions. Il est bien difficile (mais est-ce impossible ?) de faire, en un article de revue, le tour de la question.

Loin de nous l'intention, la prétention d'avoir tout exploré. Nous souhaitons seulement donner l'envie d'en savoir davantage, d'ouvrir d'autres portes. Nous voulons fixer quelques points, donner quelques coups de projecteur. Sauf erreur de notre part, il ne semble pas qu'il existe une véritable étude de fond sur ce sujet. Ayant eu l'occasion durant plusieurs années de côtoyer des gens admirables, de partager avec eux des actions étonnantes, il m'a été pos-

sible de dessiner, en quelque sorte, la charpente d'une étude qui mériterait d'être plus poussée.

Cette « charité » a été pratiquée officiellement et dans des œuvres privées. Depuis la médecine et les « soins premiers » pourrait-on dire, jusqu'à l'édification de centres, l'accueil des sans-logis, l'attention à tous les oubliés de la vie, les démarches faites pour eux, en passant par les repas quotidiens et les produits de première nécessité, la liste est longue des besoins à satisfaire dès que l'on souhaite faire quelque chose, et des œuvres tant officielles que privées qui s'y sont consacrées.

A notre époque où il est de bon ton de dénigrer tout ce qui a été fait, de parler de repentance, il est bon de donner quelques exemples dans des domaines variés et, modestement, de dire qu'il ne faut pas oublier ce qui s'est fait, gommant les différences politiques, religieuses ou autres et montrant que pour être efficaces dans la charité, il faut être unis. Comme le dit si bien la *vox populi*, l'union fait la force.

Souhaitons simplement apporter un élément de réflexion, une envie de rechercher d'autres informations. Rappelons-nous aussi que « c'est avec les gouttes d'eau que se font les océans ».

Trois quarts de siècle d'assistance médicale française au Sahara

André Savelli

Un volet, et des plus importants, de l'œuvre sociale de la France en Afrique du Nord, concerne l'assistance médicale au Sahara. Le professeur André Savelli qui a lui-même participé à cette œuvre a écrit une histoire de cette véritable épopée du Service de Santé dans les Territoires du Sud de 1900 à 1976. Ce Sud algérien occupe une superficie plus étendue que la France, 2150 km est-ouest et 1650 km nord-sud. Jusqu'en 1945, officiers, médecins et enseignants y circulaient à cheval et à dos de chameau.

Avant l'arrivée des pionniers français, descendus d'Algérie vers la Croix-du-Sud, à travers des étendues à peu près vides, les autochtones, sous-alimentés, étaient continuellement victimes de la famine, des épidémies et des pillards. Jusque là, aucune nation civilisée ne s'était occupée d'eux. De même, on

ignorait leur civilisation et leur culture.

Le premier souci du commandement avait été de faire assurer les soins aux populations par les formations sanitaires, ambulances des colonnes mobiles et hôpitaux de campagne.

A partir de 1918, une Direction du Service de Santé des Territoires du Sud



Quelque part, dans une infirmerie saharienne, la consultation.

a été créée et basée à Alger. Le directeur était chargé d'une mission permanente d'inspection et de contrôle, de l'étude des questions d'hygiène et d'épidémiologie, indépendamment des questions militaires, et de leur équipement.

Les médecins sortaient de l'Ecole du Service de Santé Militaire de Lyon. Ils effectuaient des stages de perfectionnement à Alger, l'un au Laboratoire Saharien de l'Institut Pasteur dirigé par le docteur Henry Foley, un autre à la Clinique Ophtalmologique du professeur Larmande à l'hôpital Mustapha et à l'hôpital Maillot. Cette préparation s'avérait indispensable pour des médecins, isolés dans leur oasis, loin des grands centres techniques, sans téléphone et ne pouvant compter que sur eux-mêmes.

Le nombre des médecins n'a cessé de croître au cours des années : 20 en 1918, 31 en 1946, 42 en 1950 et 70 en 1960, tous hors cadres et affectés au soin des populations.

Les infirmeries servent à la fois d'hôpitaux auxiliaires et de dispensaires pour consultation. La première fut créée en 1905 à Beni-Ounif par le médecin-major Henry Foley.

Des formations secondaires sont implantées dans les petites oasis satellites. Elles comportent un local de consultations et, souvent, un petit logement pour les infirmiers auxiliaires qui donnaient les soins courants entre les visites médicales et servaient d'agents de renseignements sanitaires en cas

de menace d'épidémie ou de malade intransportable.

Le personnel progressait en quantité et en qualité. Jusqu'en 1918, le médecin n'avait qu'un infirmier local, parfois aidé de quelques hommes. En 1930, on compte 24 infirmiers et un nombre variable d'auxiliaires, 6 sœurs blanches à Laghouat et 2 à Aïn-Sefra. En 1945 existent 246 personnels dont 135 soignants et, en 1960, 419 dont 13 sages-femmes, 2 assistances médico-sociales, 41 infirmiers dont 27 Sœurs Blanches et 363 personnels communaux.

Le fonctionnement diversifié de l'assistance médicale permet d'assurer les consultations gratuites, les soins aux malades et blessés dans les infirmeries, la prophylaxie contre les épidémies, la protection maternelle et infantile, la surveillance médicale des écoles, le service d'hygiène publique et les travaux scientifiques.

Les consultations et les soins gratuits étaient des postes importants de l'assistance médicale. 90 à 95% des autochtones relevaient de l'assistance gratuite. Quelques chiffres sont parlants : en 1918, 128 643, en 1931, 468 735, en 1944, 1 813 723. En 1960, près de 3 millions de consultations et de soins gratuits sont donnés dans les divers établissements sanitaires. Les enfants prédominent à 50%. Le pourcentage des hommes et des femmes s'équilibre.

Des tournées médicales de consultations et de vaccination ont lieu, régulièrement, et aussi au moment des ras-



Dans le Sud, un campement nomade sur la route des médecins

semblements saisonniers des nomades. C'était l'occasion pour les médecins de mieux connaître les populations en partageant leurs frugaux repas et de rencontrer les caïds et les chefs de tribus.

A partir de 1951, six camions, équipés en dispensaires, circulaient dans les localités dépourvues de postes de secours.

Pour les hôpitaux, la fréquentation n'était pas entrée dans les mœurs, en particulier chez les nomades. Néanmoins, quelques chiffres sont révélateurs : 1000 hospitalisations en 1918, chiffre à peine doublé en 20 ans, 3000 en 1941, 15000 en 1960. A cela s'ajoutaient les journées de traitement, 55000 en 1941 et 245000 en 1960.

Il ne faudrait pas oublier la médecine à la fois préventive et curative de lutte contre les épidémies. Là aussi, l'action

caritative s'est exercée envers les plus démunis.

La lutte contre les maladies oculaires restait primordiale au Sahara. Le trachome demeurait la plaie des oasis et s'avérait être le grand responsable de la cécité. D'où l'intérêt des 135 dispensaires avec un infirmier, assurant l'instillation des collyres et la mise en œuvre précoce du traitement, lors des consultations des mères et des nourrissons. Dans les écoles, les soins étaient quotidiens.

La mission ophtalmologique saharienne, dirigée par une célèbre ophtalmologue des hôpitaux d'Alger, Renée Antoine, effectuait deux à trois tournées annuelles de vingt jours. Elle contrôlait ou conseillait les équipes médicales des oasis. De plus, cette *toubiba* pratiquait les interventions chirurgicales lors-

qu'elles dépassaient la compétence des médecins.

Depuis sa création, en 1946, cette mission a assuré 35 000 consultations et 33 000 interventions. Le dévouement de cette femme exceptionnelle doit être particulièrement souligné : une médaille frappée à son effigie rappelle son œuvre et perpétue son souvenir.

Aussi ancienne que l'assistance médicale elle-même, la protection maternelle et infantile s'est développée dès 1927 avec la création de l'œuvre *Mères et Nourrissons*. Toute mère présentant son enfant à la consultation bénéficiait de secours en nature, lait, aliments pour bébés, petits vêtements, savon, etc.

Entre 1950 et 1960, ont été pratiqués près de 15000 accouchements soit dans les maternités, soit à domicile. Quand elles étaient chez elles, les femmes accroupies dans le sable, tiraient sur une corde, accrochée au plafond. Cette position, certainement confortable pour la parturiente, l'était moins pour le médecin qui l'examinait à genoux, à la lumière d'une lampe à pétrole. Mais qu'importe quand il s'agit de recevoir ce don de vie !

A toutes ces tâches s'ajoutaient l'hygiène scolaire et l'hygiène publique : évacuation des matières usées, habitat, surveillance des abattoirs, etc.

Chaque médecin, à l'issue de son séjour, devait publier une étude historique, géographique et médicale de son secteur. Le *Bulletin de Pathologie Exotique*

et les *Archives de l'Institut Pasteur* d'Alger ont ainsi reçu plus de 300 publications, source de documentation sans pareille.

Le 21 juin 1962, dix jours avant que le drapeau français ne soit définitivement amené sur tout le territoire algérien, et à l'occasion de la remise de la médaille Manson à Edmond Sergent, directeur de l'Institut Pasteur d'Alger, Sir Georges Mac Robert, président de la *Britannic of tropical and Royal Society*, devait déclarer : « Je tiens à saisir cette opportunité pour rendre hommage à la France qui a joué un rôle primordial dans les progrès de la médecine tropicale dans les pays chauds et plus particulièrement en Afrique. Nous devons saluer les sacrifices accomplis par des générations de Français en Algérie. Ils n'ont jamais cessé de travailler à l'amélioration du sort de l'homme et des animaux, et l'Institut Pasteur d'Alger a brillé comme un phare au-dessus des ténèbres de l'Afrique ».

J'y ajoute, c'était implicite, l'action des médecins, infirmiers, pharmaciens, vétérinaires, scientifiques, enseignants et des cultivateurs qui ont défriché des terres insalubres.

Cette œuvre humanitaire des médecins en Afrique du Nord est une partie non négligeable de l'œuvre accomplie par les médecins militaires, en particulier ceux de la Coloniale à travers les cinq continents. Véritables pionniers des « Médecins du Monde » et des « Médecins sans frontière », ils ont



Le docteur Cange, en consultation d'ophtalmologie

exercé leur sacerdoce avec passion et dévouement, dans la plus grande discrétion, depuis plus d'un siècle, et dans des conditions très difficiles, souvent au péril de leur vie.

De retour au Sahara, en voyage organisé en 1988, 33 ans après notre séjour dans le Tidikelt, avec mon excellent et vieil ami, le docteur Henri Duboureau, ancien médecin d'Aoulef - notre complicité s'était soudée sur le reg entre nos deux oasis -, nous nous sommes arrêtés à In Salah. Le téléphone arabe avait fonctionné ... nous fûmes invités avec nos épouses, à boire le thé dans la famille de mon ancien infirmier chef Si Chérif. Quelle émotion de retrouver dans sa maison toute l'équipe ancienne d'infirmières et infirmiers !

Quel coup au coeur quand il m'asséna avec fierté : « Ton fils est médecin » ! Troublé un bref moment, regardant à la dérobée mon épouse et mes amis, je me rappelais avoir accouché sa

femme d'un garçon : il était ainsi, selon la coutume, devenu « mon fils ». Après des études primaires locales, secondaires à El Goléa puis à la Faculté d'Alger, il exerçait à In Salah. Quel regret de n'avoir pu m'entretenir avec lui ! Il visitait ce jour-là, les petites oasis voisines, comme je le faisais après bien d'autres médecins, plus de trente ans auparavant. La relève était assurée...

Après une période de transition, émaillée d'incidents, un protocole d'accord entre l'Algérie et la France, consacre en 1963 la Mission Médicale Française au Sahara : elle assure la continuité de l'action sanitaire, entreprise depuis 1960, avec un effectif de 71 médecins militaires français. En 1976, les relations entre la France et l'Algérie se dégradent et le gouvernement français rapatrie définitivement tous les membres du service de santé. La mission saharienne s'achève dans l'amertume et l'ingratitude.



Dispensaire du Douar Doum - Rabat

L'œuvre sociale du protectorat au Maroc, quelques remarquables réalisations

Marie-Claire Micouleau-Sicault

On sait l'importance que Lyautey donnait à l'action médicale et sociale au profit des populations du protectorat.

Citant le philosophe Hindou en visite en Europe, il faisait sienne la célèbre formule «S'il vous plaît, ne nous envoyez pas que des formules administratives, des machines ou des instruments, envoyez-nous des âmes ! Tout est là, des âmes généreuses, aimantes, convaincues». Voici un aperçu de cette action menée au Maroc mettant en application ces paroles.

Quand, en 1947, le docteur Françoise Seguin fut convoquée à la Direction de la Santé avant de rejoindre son poste à Fez, elle entra dans le bureau directeur pour recueillir «la bonne parole». Elle se souvient encore du discours prémonitoire que lui adressa le directeur, Georges Sicault : «Etant moi-même pied-noir de Tunisie, je crois pouvoir vous dire que je serai le dernier directeur français de la Santé au Maroc. Avant dix ans, ce pays sera indépendant. Nous avons perdu la carte des hommes, on nous demande de jouer celle des femmes et nous devons le faire honnêtement. Je compte sur vous pour aider à sauver leurs enfants».

Un grand service social allait se développer, dont l'axe majeur se trouverait être la *Protection Maternelle et Infantile*, selon l'ordonnance française du 2 novembre 1945 qui s'inspirait du modèle anglais le M.C.H. (*Maternal Children Health*). Le premier centre de PMI marocain s'installa dans la médina El Bali de Fez, la plus ancienne cité du monde musulman.

Ce n'était pas une mince affaire ! Une médina de plus de 200.000 habitants dont il fallait surveiller et soigner les femmes et les enfants... et pas seulement ceux de zéro à trois ans !

Voici ce que rapporte le docteur Seguin.

«J'avais eu le loisir de visiter presque toutes les structures sanitaires, parcouru la médina et observé la population dans les ruelles, je pouvais donc prévoir qu'il viendrait beaucoup de monde et qu'il fallait organiser les locaux en fonction de la circulation des femmes et des enfants et à partir d'un triage sérieux dès l'entrée des consultants.

« Au départ, nous n'étions qu'une petite équipe française de quatre : la sage-femme, madame Callier qui faisait aussi office de surintendante, de surveillante du personnel de la pharmacie et autre matériel médical, une puéricultrice, Marie-José Mayet, et une jeune secrétaire responsable du fichier. L'équipe marocaine était composée d'Ali, jardinier gardien responsable du bon ordre général et de Mina et Zhora, deux soeurs dévouées et compétentes, chargées du ménage et de la stérilisation et qui nous servaient d'interprètes. Très vite, une assistante sociale, Blanche Hugo, vint compléter l'équipe puis une infirmière fut affectée aux soins». Organiser les locaux, les repeindre, fabriquer des meubles, le mari de la sage-femme, monsieur Callier, directeur du Collège Technique s'en chargea. Bancs, berceaux, étagères, tables furent installés avec dextérité.

Les débuts furent difficiles, c'était l'été, la période où le *cherghi* brûlait, soufflant ses miasmes, déclenchant chez les nourrissons ces «diarrhées vertes» accompagnées de vomissements qui les déshydratent en quelques heu-

res. Il aurait fallu les perfuser, les placer en salle climatisée, bref disposer d'un matériel sanitaire que n'avait pas l'équipe qui ne disposait que de ventilateurs et de petits lits pliants en toile. Cette équipe, c'étaient la pédiatre, Françoise, et la puéricultrice «Marie-José Mayet, belle, distinguée, calme, un grand ascendant sur les femmes et cette précision des gestes si efficace des vraies professionnelles».

Baigner l'enfant, l'envelopper dans des draps humides, lui administrer un anti-vomitif, lui donner à boire, cuillerée par cuillerée, tous les quarts d'heure. C'était la réhydratation improvisée, efficace à condition que les symptômes fussent récents. Les mères assistaient, aidaient quand elles le pouvaient et les prescriptions bien administrées, les gestes professionnels étaient autant de leçons pour plus tard...L'assistante sociale, Blanche Hugo, «cerveau électronique porté par des jambes de gazelle, [...] plongeait en médina chaque matin et n'en revenait que le soir après avoir effectué un maximum de visites à domicile».

Il fallait aussi prévoir l'avenir, ce que préconisait sans cesse la direction de Rabat, il fallait aussi former des auxiliaires musulmanes.

«Les auxiliaires dont j'avais besoin devaient avoir fait un minimum d'études et je m'adressai à ma voisine, directrice de l'Ecole des Notables, pour lui demander de m'aider au recrutement de ces volontaires».



La consultation à Agadir, 1950

On accueillit d'abord huit filles qui avaient le consentement paternel, et s'engageaient à être ponctuelles ; elles reçurent une formation avant tout pratique, d'aide-puéricultrice ou d'auxiliaire-accoucheuse, tant au centre du Douh que lors de leurs stages à l'hôpital Cocard (les futures *oualidats* ou *moualidats* ou encore *walidats*, selon une orthographe francisée de façon arbitraire). La petite machine à coudre Singer de Françoise servit à confectionner les blouses roses, les tabliers et les bonnets blancs.

«Je garde un souvenir ému de quatre d'entre elles, dit encore le docteur Seguin, excellents éléments à tous

points de vue, qui demeurèrent deux ou trois ans avec nous puis se marièrent, et jouèrent certainement un rôle de leader dans leur entourage familial».

Le docteur Cauvin, directeur des Affaires Sociales à la Direction de la Santé, entérina l'expérience Seguin, malgré les difficultés rencontrées à la Direction de l'Instruction Publique et surtout à celle de la Fonction publique, pas du tout partantes pour ce genre de choses.

Mademoiselle Bey-Rozet, assistante sociale chef fut chargée de la mise en place du Service Social.

Comme beaucoup de ceux et celles qui consacrèrent leur vie à l'oeuvre de

santé publique au Maroc, mademoiselle Bey-Rozet était «une figure». Née au Maroc (on disait que Lyautey l'avait fait sauter sur ses genoux quand elle était enfant), elle connaissait parfaitement l'âme marocaine. Main de fer dans un gant de velours, c'était ainsi qu'on la nommait, sa détermination était à la mesure de son intelligence et de sa capacité de travail. Toujours souriante, elle savait donner l'impulsion nécessaire, quand il le fallait et où il le fallait.

Elle procéda par étapes. Voici comment elle avait élaboré son plan pour cette action sociale. Les grandes lignes en étaient les suivantes.

«A l'orée de Douar Doum, se dresse une tente où nous pénétrons. Deux jeunes filles en blouses blanches soignent les bébés tandis que quelques mères, assises, attendent silencieusement. Une grande propreté règne dans cet avant-poste de l'assistance où les consultations se succèdent. Quand tombe le soir, les jeunes assistantes travaillent à la lueur d'une lampe à pétrole ou d'une bougie...» (*La Vigie Marocaine* du 10 février 1949).

C'est en juillet 1949 qu'après plusieurs essais de consultations itinérantes, furent installées en bordure du douar deux tentes américaines, «embryon d'un futur vrai centre de PMI».

Un pédiatre une fois par semaine, une sage-femme et, tous les jours, une assistante sociale pour les soins aux enfants.

Un fichier devient une amorce d'état civil : 300 fiches d'enfants jusqu'à deux ans. N'oublions pas que les fichiers d'état civil n'existaient pas !

Une autre expérience, intéressante à plus d'un titre, nous est rapportée par Françoise Setin et Régine Gautier, assistantes sociales dès 1947 à Agadir.¹

En 1947, les usines de conserves de sardines s'étaient développées considérablement à Agadir et le besoin de main d'oeuvre s'y faisait pressant. Les directeurs des sardineries firent donc appel aux populations de la région de Goulimine et des environs de Mogador (Essaouira). Seules les femmes avaient le droit de travailler, les hommes se réservaient le privilège de rester au bled pour les travaux divers.

Ce furent des «femmes bleues» de Goulimine et des femmes des tribus chleues de Mogador qui arrivèrent en premier avec leurs enfants. Dans ce qu'on appela des «méquinas d'usine», elles furent logées dans les fameuses tentes noires pointues, au milieu des collines de sables, cernées d'euphorbes.

Regroupées par tribus, elles se retrouvaient presque comme chez elles sous l'autorité d'un cheikh. Toujours vêtues, mais non voilées, de leur haïk bleu. Si les étoffes ne déteignaient pas sur leur visage et sur leur corps, elles perdaient la «baraka» ! (protection de la providence).

On imagine les difficultés des assis-

1. Régine Setin, *L'Eveil*, bulletin de l'Amicale des Assistantes Sociales du Maroc.



Dispensaire Casablanca, 1946

tantes sociales, confrontées à ce teint bleuâtre, pour diagnostiquer une quelconque pathologie ! Elles ne désarmaient pas, ces jeunes assistantes, éblouies par «ces longues files de femmes magnifiques, au port de reine, qui rapportaient sur leur tête, pour leur dîner, à défaut d'amphores, des boîtes de sardines en fer blanc».

En 1954, des locaux neufs remplacèrent tentes et baraques et la Protection Maternelle et Infantile était désormais presque idéale.

Créés et généralisés peu à peu, existaient trois types d'institutions.

- Les Ecoles des Mères.
- Les Centres d'Enseignement familial et de Puériculture
- Les centres ruraux de Protection Maternelle et Infantile.

C'était en 1946 qu'avaient été envoyées en milieu musulman les premières assistantes sociales. La tâche était plus que complexe, nous avons vu qu'il n'existait pas une population marocaine, mais des milieux maro-

«L'orientation est donnée [...] La tâche qui reste à accomplir est immense. Elle requiert opiniâtreté, dévouement, parfois même renoncement. Puissent les jeunes Marocains, issus de nos facultés, venir prendre chaque année une plus large part à l'oeuvre sociale. Alors, sur cette terre marocaine, «magna parens frugum» (gorgée des fruits à venir) notre labeur fera naître les plus riches moissons».

Georges Sicault 1950

cains très différents selon les régions, les origines familiales, la proximité ou l'éloignement des centres européens. Le bourgeois fassi, l'ouvrier des carrières et le fellah du Sous par exemple, n'ont pas grand chose en commun.

Les premières assistantes prirent en charge les écoles franco-musulmanes car, par l'enfant scolarisé, on pouvait plus facilement aborder la famille.

Le thème est le même partout : la mère doit être le prolongement de la «*toubiba*», c'est-à-dire maintenir, dans les conditions de vie où elle se trouve, des règles d'hygiène réalisables, (c'était loin d'être toujours facile !) éviter le plus possible les causes de contamination pour son enfant.

Il n'était pas pensable de modifier tout, tout de suite mais un travail de porte à porte permettait de créer un courant favorable et de trouver des fem-

mes qui puissent montrer aux autres les gestes qu'on leur avait enseignés.

De six assistantes sociales en 1946, on était passé en 1949 à 65 assistantes et 7 monitrices d'enseignement ménager, c'était bien trop peu pour mademoiselle Bey-Rozet et pourtant, en trois ans, un beau travail avait été accompli. Consultations de nourrissons, Goutte de lait, écoles. Orphelinats, écoles de mères à la cité Yacoub-El-Mansour et au douar Doum de Rabat, la « Goutte de lait » de la maréchale Lyautey, le Méchouar du Palais, Camp Marchand et El-Merchoush, tous ces secteurs bénéficiaient de la PMI.

A Salé, à Meknès, 17 assistantes avaient pris en charge, en plus de leur secteur d'affectation, toutes les écoles, soit 5.900 enfants.

Sans compter les orphelinats et les colonies de vacances...A la garderie, il suffisait qu'un des enfants frappe en cadence sur une cruche, une *guedra*, et les petites se mettaient à genoux pour danser en ondulant leurs bras. C'était si beau !

Mais les difficultés ne manquaient pas : certaines des «bleues», nomades dans l'âme, se sauvaient de l'hôpital ou bien, orgueilleuses, elles ne supportaient pas une remontrance à propos de leur travail à l'usine.

L'interpellée se levait, sans un mot, et partait, suivie de toutes les bleues de sa table sous l'oeil ahuri du contremaître chleu.

Les histoires de maléfices, les ser-

ments à mort «A Sidi Saanoun», les *chikayas* (querelles) de toutes sortes, venaient empoisonner la vie quotidienne des pauvres assistantes.

D'ailleurs, les hommes chleuhs qui n'aimaient pas beaucoup les populations bleues répétaient le proverbe : «Qu'un homme de Mauritanie demande en mariage une femme là-bas, il ne demande pas comme chez nous si elle sait faire la cuisine et s'occuper de la maison, il demande seulement si elle sait bien mendier».

Colette Brémond, une assistante sociale qui parlait bien l'arabe dialectal, fut chargée de mettre en place une causerie hebdomadaire sur Radio-Maroc, où, répondant aux questions d'une jeune femme marocaine, elle prodiguait conseils pratiques et médicaux. (Comment préparer un biberon de la manière la plus stérile possible, que faire en cas de diarrhée d'un bébé, etc.).

Cette causerie eut beaucoup de succès auprès des Musulmanes qui, ne sortant pas, se réunissaient pour papoter l'après-midi, autour du verre de thé à la menthe. Les questions les plus diverses étaient posées et les problèmes les plus insolites soulevés.

Une sorte de chronique médicale, la *toubiba* de la radio était très écoutée.

Des années plus tard, elle était devenue assistante sociale d'entreprise en métropole, allant visiter un malade marocain hospitalisé à Paris, elle eut la surprise d'être ainsi accueillie. «Ah !

mais je reconnais ta voix, toi, tu étais la *toubiba* de la radio !»

Les bonnes oeuvres ne manquaient pas non plus, mais elles étaient redoutées des assistantes sociales.

Nous possédons le reportage d'une visite de madame la générale Guillaume, épouse du Résident Général, accompagnée du chef de région, du pacha de Fez, du médecin-chef de région, du *khalifa* d'arrondissement, tout ce beau monde venant visiter la PMI du centre de Derb Methro.

«Au cours de cette première étape de sa visite, nous dit L'Echo du Maroc, Mme Guillaume procédait à la distribution de layettes à deux cents mères de famille nécessiteuses qui, accompagnées de leurs nourrissons, mêlaient le bruit de leurs remerciements à celui, beaucoup moins harmonieux, des piailllements enfantins et discordants».

L'article ne nous le dit évidemment pas, mais Suzanne Hourcaillou, alors assistante en poste à Fez, nous a raconté la suite.

Le lendemain matin, l'histoire des distributions ayant couru dans toute la médina, l'ouverture des portes du dispensaire fut horrifique.

La ruée des mères de famille, espérant la manne «guillaumesque», fut telle que Suzanne fut renversée et que les assistantes sociales ne durent leur salut qu'à une retraite précipitée sous une table !

Elles se mirent à espérer que la cible des visites «résidentiellles» serait désormais reportée sur d'autres centres !

La Maréchale Lyautey une grande dame trop peu connue

Colonel P. Geoffroy

Inès de Bourgoing est née à Paris, le 5 janvier 1862. Elle fut une grande dame et le recul du temps nous permet de mieux mesurer l'étendue de son action généreuse et humaine peu connue en raison de sa grande discrétion. Il est certain qu'elle a fait oeuvre de pionnier et a ouvert la voie à bien des évolutions. Le colonel Geoffroy, président de l'association nationale Maréchal Lyautey, nous la fait mieux connaître.

Veuve en 1900 du colonel Fortoul, elle va initier au début du siècle des actions qui, dans le domaine humanitaire et social, ont devancé des actions plus structurées du type «Infirmières sans frontières».

Après son mariage, en 1909, avec le général Hubert Lyautey, son champ d'activités se trouve élargi. Epouse dévouée autant que femme d'action, elle a harmonieusement complété, au Maroc, l'oeuvre du Résident Général, qui disait volontiers qu'elle était «son meilleur collaborateur».

Présidente du Comité central des dames de la Croix Rouge Française, cette filleule de l'Impératrice Eugénie fut la première femme à être élevée au grade de Grand Officier de la Légion d'Honneur pour récompenser son oeuvre sociale, ainsi qu'au grade de Grand Officier de l'Ordre du Ouissam Alaouite, en reconnaissance de son oeuvre au Maroc.

Son père, le baron Philippe de

Bourgoing (1827-1882), d'une vieille famille du Nivernais, fut, comme officier, le grand écuyer de Napoléon III, avant de devenir Inspecteur du Service des Haras. Il sera élu cinq fois député de la Nièvre.

Sa mère, Anne-Marie Dollfus (1837-1917), était d'une ancienne famille noble de la République de Mulhouse, rattachée à la France en 1798. Elle était la petite fille de Johannès Dollfus, dernier bourgmestre de cette ville libre. Dame d'honneur de l'Impératrice Eugénie, elle lui demanda à la naissance d'Inès, d'être la marraine de l'enfant. Inès, élevée aux Tuileries, reçut l'éducation très stricte des jeunes filles destinées aux cérémonies de la cour. Elle en gardera le sens du devoir, qui fait passer au second plan les problèmes personnels, et une faculté d'adaptation face aux situations les plus variées et les plus délicates.

En 1880, à l'âge de dix-huit ans, elle épouse le capitaine d'artillerie Joseph



Fortoul, fils du ministre de l'Instruction publique et des Cultes de Napoléon III. Ce jeune officier, entré à l'Ecole Polytechnique en 1867, avait combattu pendant la guerre de 1870, puis avait fait partie de la mission envoyée au Japon pour organiser la nouvelle

armée du Mikado. Le temps de suivre à Paris les cours de l'Ecole Supérieure de Guerre, d'épouser Inès de Bourgoing et il part en Indochine d'où il revient grièvement blessé. A cinquante-trois ans, alors qu'il commande le 3ème Régiment d'Artillerie à Castres, il décède subite-

ment, le 1er octobre 1900, d'un accident cardiaque.

A trente-neuf ans, Inès Fortoul se retrouve veuve avec deux fils déjà adultes. Antoine (1881-1963), aspirant de marine, participe à la guerre des Boxers en Chine et Mathieu (1882-1969), sur le point d'entrer à l'Ecole de Cavalerie de Saumur, sert au 3ème Dragons à Nantes. Leur petite soeur, Victoire, était décédée, en août 1888, à l'âge de vingt mois.

Portée vers le service des autres, elle va désormais leur consacrer tout son temps. Elle songe à aller soulager la misère dans les colonies, mais il lui faut une formation et une expérience. Aussi décide-t-elle de suivre les cours d'infirmières. Son diplôme acquis en 1901, elle entre à la Société de Secours aux Blessés Militaires (S.S.B.M.), composée uniquement de bénévoles. Après quelques années de service à l'hôpital Beaujon, à Paris, un champ d'action répondant à son attente et à son besoin d'action va s'offrir à elle.

En août 1907, en effet, le détachement du général Drude a débarqué au Maroc et se maintient difficilement à Casablanca. Dans le domaine sanitaire, tout est à faire. Madame Fortoul, devenue infirmière-major, part à la tête d'une équipe d'infirmières volontaires, expédiée en hâte par la S.S.B.M. Les conditions de vie et de travail sont précaires et le service est particulièrement dur.

Comme il est difficile de les soigner à

Casablanca, les blessés et malades graves sont évacués par la Marine Nationale et accompagnés par des infirmières jusqu'à Oran, où le général Lyautey commande la Division. Celui-ci, envoyé en mission au Maroc en octobre 1907, accepte de prendre, à bord du torpilleur qui l'emmène, trois de ces infirmières. C'est au cours de la traversée qu'il va faire la connaissance d'Inès de Bourgoing.

Inès, à peine rentrée en France, repart à la tête d'une équipe à Messine où, le 28 décembre 1908, un tremblement de terre a enseveli sous les décombres plus de 80.000 habitants. Le dévouement et la compétence de ces femmes font l'admiration du corps de santé italien et leur valent décorations et reconnaissance émue de la reine et de la duchesse d'Aoste (princesse Hélène d'Orléans).

Après leur mariage, célébré à Paris le 14 octobre 1909, Hubert Lyautey âgé de cinquante-cinq ans et sa femme Inès, de neuf ans sa cadette, rejoignent l'Algérie où le général commande toujours la Division d'Oran. Fin 1910, il est promu au commandement du Xème Corps d'Armée à Rennes.

En mars 1912, le voici nommé Résident Général de France au Maroc. Tous deux, en parfaite harmonie, vont marquer l'évolution et le développement de ce pays d'une empreinte indélébile.

Au Maroc, le nom de madame Lyautey demeurera indissolublement lié à la création et à l'organisation de la majorité des oeuvres d'assistance à l'en-



Le château de Thorey-Lyautey, en Lorraine.

fance : gouttes de lait, pouponnières, crèches, orphelinats, jardins de soleil. La «Maternité Maréchale Lyautey», première maternité du Maroc comprend aussi pouponnière, crèche, garderie, goutte de lait et consultation infantile, un modèle du genre qui a conquis d'éminents maîtres de la puériculture français et étrangers. C'est à la maréchale Lyautey que l'on doit aussi les premiers dispensaires antituberculeux, les premières colonies de vacances du Maroc ainsi que les écoles d'infirmières.

Douée d'une prodigieuse et inlassable activité, voyant droit et juste, appréciant aussi rapidement les possibilités matérielles que la valeur des collaborations qui s'offrent à elle, la maréchale Lyautey manifeste au Maroc les qualités maîtresses des grandes réalisatrices. Son oeuvre sociale ne se limite pas à l'enfance. Fille, femme et mère de militaires, c'est tout naturellement sur la troupe aussi que se penche

sa sollicitude, singulièrement sur les merveilleux combattants que furent les Tirailleurs et Spahis marocains, et sur la Légion Etrangère. Avec l'aide de la Croix-Rouge, elle fonde la Maison de convalescence de Salé, près de Rabat, aussi plaisante que confortable, destinée aux légionnaires et soldats convalescents privés de famille. En complément, elle leur crée, à la Balme-les-Grottes dans l'Isère, une maison de retraite. Elle reçut le titre envié et peu courant de «1ère classe d'honneur de la Légion Etrangère».

Rentrée en France avec le maréchal en octobre 1925, tous deux sont tantôt dans leur château à Thorey, où ils ont fait construire pour le village un dispensaire familial et une maison pour les jeunes, véritable MJC avant la lettre, tantôt à Paris. Elle déploie une inlassable activité et devient, en 1926, présidente du Comité Central des Dames de la Croix Rouge Française.

Après la mort du maréchal, le 27 juillet 1934, partageant sa vie entre la France et le Maroc, elle continue à faire preuve d'un légendaire dévouement. A Paris, la maréchale s'intéresse au sort des Marocains, étudiants en particulier, à la vie de l'Institut musulman de la Mosquée de Paris, aux malades de l'hôpital musulman de Bobigny. Au Maroc, elle prend part aux travaux de la C.R.F. présidant les Assemblées générales de tous les Comités, aux oeuvres, aux initiatives desquelles elle ne cesse de s'intéresser. En 1938, elle résilie ses lourdes fonctions à la tête de la Croix Rouge Française pour pouvoir se rendre plus souvent au Maroc.

En 1939 - elle allait avoir soixante-dix-huit ans - elle assume, dès la mobilisation, la direction du service de 300 lits pour les grands blessés de la tête et de la moelle à l'hôpital militaire de l'Asnée à Nancy, où le professeur Fontaine, médecin-chef, devait dire : «Je considère comme un honneur tout particulier et comme une des plus grandes satisfactions de ma carrière chirurgicale d'avoir eu la joie de pouvoir compter sur une aussi précieuse collaboration».

Après l'armistice de juin 1940, elle n'oublie pas «ses chers Marocains», organisant des collectes pour que leurs prisonniers de guerre reçoivent des colis et réconfortant les familles au Maroc où elle se rend régulièrement.

Bloquée en France à partir de l'invasion de la zone libre par les troupes alle-

mandes en novembre 1942, elle pense toujours aux combattants nord-africains et crée à Paris plusieurs oeuvres destinées à leur venir en aide, en particulier des foyers où les blessés, les convalescents, les évadés de captivité sont assurés de trouver accueil, aide matérielle et caches pour échapper à l'occupant allemand.

Après le débarquement, au plus fort de l'hiver 1944, elle n'hésite pas à se rendre dans les Vosges pour apporter, aux troupes marocaines qui livrent de rudes combats au sein de la 1ère Armée Française, son réconfort et ses encouragements. La Libération de la France et la victoire de mai 1945 lui permettent de retourner régulièrement passer plusieurs mois par an au Maroc où elle ne compte que des amis et elle continue malgré son grand âge, à se dévouer pour «servir».

Le 9 février 1953, à la suite d'un de ces accidents que l'âge ne permet guère de réparer, la maréchale Lyautey, qui venait d'avoir quatre-vingt-onze ans, décède à Casablanca. Elle reposera aux côtés de son époux, au mausolée de Rabat. Lorsque la dépouille du maréchal sera transférée à Paris sous le Dôme des Invalides le 10 mai 1961, elle sera inhumée au cimetière du village de Thorey - devenu à la demande de ses habitants Thorey-Lyautey - pour conserver le souvenir du maréchal Lyautey et de son épouse qui, chacun dans leur domaine, ont marqué le XX^e siècle.

Héritier d'une charité de nos mères, le Secours Catholique

Jeanine de la Hogue

La charité, quel mot superbe ! Qu'y a-t-il de plus beau que cet élan du cœur envers un prochain qui a besoin d'être aidé ? Mais cette charité, si elle reste individuelle et souvent admirable, apportant beaucoup, spirituellement, à ceux qui la pratiquent, est malheureusement loin d'être suffisante. Aussi, de tout temps, s'est-on groupé pour une meilleure efficacité. Ouvroir, fourneaux économiques, visite aux malheureux, aux malades, manifestations charitables, nous avons tous connu nos grands-mères, nos mères, participer à des œuvres. Le sujet est si vaste que nous ne pouvons que l'effleurer. Voici un exemple d'une œuvre charitable qui, bien structurée et fortement aidée par des bénévoles, a démontré son efficacité. Il s'agit du Secours Catholique qui, parti d'un simple bureau de bienfaisance, a trouvé un large développement à travers l'Afrique du Nord. Voici l'histoire de cette étonnante extension.

Fondé à Paris par Monseigneur Rodhain, il a été pris en charge par la Maison des Œuvres à Alger mais il a très vite prouvé son efficacité et trouvé une certaine autonomie.

Ce fut d'abord ce que l'on pouvait appeler un organe de distribution. Petit à petit, les responsables élargissent leur action. Un service social fut créé avec une permanence quotidienne où étaient distribués des secours, mais aussi des aides et des conseils. Très vite, les personnes amenées à visiter les malades hospitalisés ont découvert qu'en entrant à l'hôpital, ces malades étaient pratiquement coupés de leurs enfants, de leur entourage et, dans certains cas, ne recevaient aucune visite. Les assistantes

sociales de l'hôpital ont été, grâce au service du Secours Catholique, alertées sur ce grave problème et ont utilisé les bénévoles pour faire le lien avec les assistances sociales de quartier ou de la ville d'origine du malade.

Ceci est un exemple de la chaîne charitable qui peut se créer dans un souci d'efficacité, grâce à la collaboration entre différents organismes. C'est aussi ce qui a amené à intéresser des jeunes à une action en direction des personnes âgées vivant dans des logements délabrés, insalubres, faute de moyens financiers pour les faire rénover.

Un autre service s'est intéressé à ces personnes que, par une sorte d'euphémisme, on a appelé des travailleurs



Le duc d'Orléans visitant les hôpitaux en 1839.

sans emploi. Là, les relations personnelles entraient en jeu pour former cette chaîne charitable dont nous parlions.

Le Secours Catholique ne pouvait naturellement pas assurer seul toutes ces charges. Une collaboration très étroite s'est aussitôt instaurée avec tous ceux dont les buts étaient semblables et qui, souvent, étaient spécialisés et avaient une grande expérience. Ces œuvres étaient fort diverses, tant par leur origine (officielle ou privée) que par leur fonctionnement et leurs moyens. A Alger et, la plupart du temps, dans toute l'Algérie, on trouvait la Croix-Rouge, les sœurs de Saint-Vincent de Paul, les Sœurs Blanches, les Pères Blancs, les Dames de Charité, les Petites Sœurs des Pauvres, les Petites

Sœurs du Père de Foucauld. Chaque paroisse, chaque mairie et, dans le bled, les communes mixtes, les médecins de colonisation, etc. avaient leurs organes charitables.

Les aumôneries, les œuvres protestantes, les sociétés juives et musulmanes collaboraient très étroitement avec les services et les œuvres du Secours Catholique dans des échanges fructueux.

Derrière ces descriptions un peu austères peut-être mais nécessaires à l'information, il y avait des hommes et des femmes qui peuplaient ces actions. Les souvenirs arrivent en foule.

Une visite avait lieu, au moins une fois par semaine, au centre d'accueil pour familles de la Bouzaréah. Les pre-

mières minutes étaient consacrées à des formules de politesse. Puis venaient ce que nous appelions le «bureau des pleurs». Nous apprenions que les toilettes avaient été bouchées par une jeune femme qui se débarrassait là des ordures, au lieu de les déposer dans les grands récipients pourtant mis à cet effet à l'entrée du Centre. Les enfants, eux, avaient attaché leurs draps au balcon du 1er étage, pour jouer les Tarzans en se laissant glisser en hurlant le long de ces cordes improvisées. On nous racontait aussi, avec force gestes et interjections, que l'un des occupants (mais nous devinions tout de suite de qui il s'agissait) était rentré, la veille, à minuit, manifestement éméché et jouant de la trompette, très vite pour-

suivi par sa femme le menaçant d'un broc d'eau et le traitant de tous les noms.

Bref, la routine ! Sans parler du vélomoteur de la sœur Marie-Bénédicté dont les pneus devaient être changés pour des raisons qui paraissaient un peu obscures mais où les enfants nous semblaient impliqués. La visite se terminait par la dégustation d'un gâteau confectionné par l'une des résidentes, ancienne boulangère.

L'accueil, au centre Saint-Benoît, chez les célibataires, étaient moins pittoresque et, souvent, un peu difficile. La misogynie de certains de ces hommes s'accommodait mal de devoir quelque chose à des femmes et ce, malgré la présence de notre chauffeur, et nous





Mgs Lavigerie recueille des orphelins affamés en 1868.

étions parfois accueillis par des jets de pierres.

Plus dramatique fut ce jour où nous avons appris que, quelques heures avant notre arrivée, le gardien du Centre avait été tué par un homme, libéré depuis peu de Barberousse (la prison très voisine de notre centre), et qui, peut-être, n'avait pas supporté d'aliéner si peu que ce soit, sa liberté toute neuve.

Au Service Social, rue Barnave, nous avions nos habitués des bons de repas. L'un d'eux nous intriguait par sa politesse, sa tristesse, une certaine distinction que l'on sentait innée, une timidité peu habituelle chez nos «clients». Et puis, un jour où peut-être il ne

pouvait plus porter seul son secret, il avait avoué à la plus jeune d'entre nous qu'il était médecin, dans un village du bled. Des circonstances dramatiques l'avaient chassé de chez lui et, peu à peu, lui avaient fait descendre chaque jour les degrés du désespoir, l'amenant pratiquement à perdre une part de sa dignité. Ce fut une de nos préoccupations, et même un grand souci, de lui redonner confiance en lui.

Un autre souvenir me revient. C'était un homme bien différent. Nous l'avions toujours considéré comme une sorte de brute, il nous faisait parfois un peu peur et nous nous arrangions toujours pour ne pas le faire dépasser la pièce d'ac-

cueil. Pourtant, un jour, la secrétaire s'étant absentée, j'avais eu la surprise de voir cet homme sur le pas de ma porte. J'ai dû prendre sur moi pour ne pas avoir l'air effrayé. En tout cas, je ne souriais pas en lui faisant signe de s'asseoir. Après un moment de silence plutôt gênant, je me décidai à lui apprendre que la secrétaire s'était absentée un moment mais que, dès son retour, il pourrait avoir ses bons de repas.

Alors ce clochard, barbu, sale, malodorant, m'avait regardée d'un air apitoyé, en me disant : «Ma pauvre dame, vous avez l'air bien fatiguée. C'est pas un métier ce que vous faites. Vous recevez des gens comme moi qui sont sales, qui sentent mauvais et peut-être même qui vous engueulent et vous, même quand vous êtes fatiguée, vous souriez et vous parlez gentiment. Et, en plus, je me suis renseigné, je sais que ça vous



Le centre d'accueil Saint-Benoît pour célibataires

S'ÉCOUS

CATHOLIQUE



rapporte pas un rond». Etonnant, non ?

Je pense aussi à ce vieil Arabe du bled, très seul, sa famille trop loin et trop pauvre pour venir le voir. Il ne savait ni lire, ni écrire et nous nous chargions d'envoyer de ses nouvelles à sa femme. Nos conversations se bornaient à des formules rituelles : «Labès ?» et il répondait toujours «Labès chouïa», tout en guettant de notre part un geste d'admiration envers ses moustaches qui étaient son grand souci, sa suprême coquetterie. Notre visite était parfaitement réussie quand le sourire édenté qu'il nous faisait, nous apprenait qu'il était moins triste.

Quand nous avons été amenés à nous occuper des prostituées, nous avons découvert que, surtout parmi celles qui abandonnent leur enfant, certaines souhaitaient sortir de ce milieu, refaire leur vie ailleurs. Nous avons, alors, pris contact avec une œuvre qui avait une antenne à Marseille. Mais, avant de les faire partir, il fallait franchir certaines étapes, avec leur entourage d'abord, et avec elles-mêmes ensuite, et leur état psychique. Je revois l'une d'elles, fort jolie et que nous avons fait hospitaliser pour la mettre à l'abri et que nous avons trouvée un jour en tenue «de travail», pourrions-nous dire, en train de séduire un jeune infirmier. Sur notre étonnement un peu courroucé, elle s'était réfugiée dans son lit, sous ses couvertures et avait tenté de s'étrangler avec un bas. Nous l'avons sauvée de justesse, un médecin étant arrivé aussitôt.



Dessin de Brouty

Cette œuvre est l'une de celles qui nous a donné le plus de mal. En particulier à cause des bébés qu'il fallait confier à l'Assistance Publique après nous être assurés qu'elles désiraient vraiment les abandonner car certaines changeaient d'avis au bout de quelques jours.

Et voici que, dans cette sorte de galerie de portraits, surgit le petit José, victime de la violence des hommes. Un matin comme les autres, il se rendait à l'école et le hasard lui a fait prendre un autobus. Une bombe avait explosé. José avait été projeté sur la plate-forme arrière, ce qui lui avait sauvé la vie mais lui avait coûté les deux jambes.

Et maintenant, il était à l'hôpital,

en fauteuil roulant et il donnait à tous, malades, infirmières et médecins, une leçon de courage et d'espoir. Le matin, dès qu'on avait refait ses pansements, il partait, à travers les salles, faire sa tournée de visites, distribuant à tous les sourires de sa jeune vie. On l'entendait parfois chanter de sa voix encore un peu acide. Précocité d'un caractère fortement trempé, inconscience de la jeunesse, il était, en tout cas pour nous, le symbole de nos erreurs d'adulte et, en même temps, les raisons que nous avions d'espérer. Entre-temps,

nous avions appris qu'il vivait avec sa grand-mère, une Espagnole à peu près illettrée et de santé fragile.

Des démarches ont permis de le faire partir en France pour qu'il puisse être appareillé. Le jour de son départ, une véritable fête a réuni tous les malades, les éclopés avec leurs béquilles, les sœurs avec leur coiffe en forme d'ailes, les infirmières, les assistantes sociales et même, suprême honneur, le médecin chef de service qui, l'œil embué et la voix rauque y est allé de son discours. José avait tenu à lui répondre et lui a



Inauguration du centre pour familles à la Bouzaréah.



A l'hôpital de Mustapha, à Alger, un des pavillons édifîés au cours des années 1878 et 1879 et remplacés par de grands services modernes à partir de 1930.



offert «en souvenir de vos bons soins» avait-il précisé, un dessin représentant le professeur, suivi d'un gros chat rouge. Où avait-il appris que le médecin était un grand amoureux des chats ?

Ceci se passait en 1961. Nous avons eu quelques nouvelles du petit garçon, puis, avec la dispersion de 1962, plus rien. Son souvenir est devenu quelque peu mythique et l'espoir qu'il avait incarné par son exemple nous a, alors, tout à fait abandonné.

Sur la charité israélite en Algérie lors de la présence française.

Richard Ayoun

Le mot «charité», du latin *caritas*, de *carus* (cher), la vertu théologale consiste dans l'amour de Dieu et du prochain, il correspond au mot hébreu *tsedaqa* qui signifie en réalité «justice» ou «droiture». De fait, les versets bibliques appelant à la «charité» s'inscrivent dans un contexte bien plus profond que la simple entraide.

Pour les Juifs d'Algérie, comme pour les Juifs en général, aider ceux qui sont dans le besoin, ce n'est pas agir par pitié mais c'est une obligation légale, un acte de justice. Tout au long de la lecture de la torah, on peut suivre l'appel divin à l'Amour du prochain. Déjà, Abraham, père des Hébreux, s'appliquait à offrir l'hospitalité aux voyageurs du désert (Genèse XVIII, 3) laissant sa tente ouverte aux quatre coins cardinaux pour que chacun puisse se reposer, se rafraîchir et se restaurer. Et au sortir de sa douloureuse opération, qui a marqué dans sa chair le «sceau de l'Alliance» pour le distinguer des autres hommes, il n'a eu qu'une aspiration : retourner vers eux pour leur porter assistance, offrir l'hospitalité aux voyageurs du désert. Son chemin solitaire parmi les peuples, c'est «la voie de Dieu», (c'est-à-dire pratiquer la charité et la justice, Genèse XVIII, 19).

Le Juif d'Algérie applique aussi ces principes. Le don peut être anonyme ou public, fait de façon spontanée ou sollicitée, répondre partiellement aux besoins du pauvre ou lui permettre l'autosubsistance (offrir du travail ou un partenariat).

C'est Maïmonide (Cordoue, 1138-Le Caire, 1204) qui résume dans son statut de la loi juive, le *Michné Torah*, au

chapitre intitulé «Les lois pour le don aux pauvres», l'obligation légale d'être charitable. Si le pauvre s'adresse à vous et que vous n'avez rien dans la main à lui donner, parlez-lui avec douceur. Il est défendu d'humilier un pauvre ou de crier contre lui parce qu'il a le cœur lourd et éprouvé.

Les grands sages avaient coutume de donner une pièce de monnaie en

faveur du pauvre avant chaque service de prière, puis ils se mettaient à prier selon ce qui est écrit : «La parole de tes lèvres, moi je l'ai gardée, aux sentiers prescrits attachant mes pas» (Psaume XVII, 4).

Des sociétés de bienfaisance, des sociétés d'Aide aux déshérités, les Dames de charité, existaient dans toutes les communautés juives d'Algérie. La solidarité était nécessaire vu le grand nombre de personnes défavorisées. Ces pratiques sociales de respect s'ouvraient tout naturellement sur les solidarités communautaires dont tous et toutes ont aussi la nostalgie. Il était impensable que la *bar-mitzva* d'un fils d'une famille aisée se passe sans qu'en même temps, le même jour, un petit d'une famille pauvre fasse sa *bar-mitzva*. La fête se faisait pour les deux enfants, en même temps, on avait acheté le même costume pour les deux, la famille du *bar-mitzva* pauvre était reçue en même temps que celle du *bar-mitzva* riche. De même pour les mariages, on faisait des dons pour les dots des filles pauvres. Dans tous les instants du mariage, on pensait aux pauvres.

D'un point de vue institutionnel, cette solidarité était aussi canalisée par les Consistoires. Le vendredi, un fonctionnaire de la communauté passait, dans toutes les maisons, recueillir, la veille du Chabbat, les aumônes destinées à aider, pour une semaine, les indigents. Chaque riche donnait et, plus généreusement encore, celui qui savait

partager ce qu'il possédait. Mais ces pieuses coutumes ne correspondaient plus aux réalités : autrefois, le riche vivait avec le pauvre dans le même quartier, il le rencontrait dans la rue, à la synagogue, il vivait et priait avec lui, il faisait partie de sa vie. Par la suite, le riche était devenu un étranger : il n'avait plus rien de commun avec la pauvreté du gueux, il habitait un quartier inaccessible ; son cœur le serait-il moins ?

La tâche la plus urgente à accomplir était la lutte contre le paupérisme. La communauté d'Alger, par exemple, devait nourrir en 1847, 1200 mendiants. L'impôt sur la viande des bêtes abattues selon les prescriptions religieuses, perçu et réparti par les rabbins, couvrait le déficit causé par le service d'assistance.

Dès le début de la colonisation, il fallait enseigner aux enfants, en même temps que la langue française, la technique d'autres métiers pour leur permettre de gagner leur vie sans crainte. Des sociétés, orientant les enfants pauvres vers des professions stables, leur procurant des places et leur faisant donner, en même temps, un enseignement religieux convenable, furent fondées à Oran puis à Alger. Elles ne dépendaient pas des autorités religieuses, mais on retrouvait à leur tête les notables membres laïques des Consistoires et les rabbins. Comme pour l'enseignement primaire, le principal obstacle au développement de ces sociétés était que



La synagogue du Rabb à Tlemcen.
Les communautés juives
se déplaçaient de tout le Maghreb
pour y fêter les noces de leurs saints
avec Dieu.



A Djerba, rabbin
de la synagogue
de la Griba

des parents estimaient trop longue la durée de l'apprentissage, et désiraient des gains immédiats qu'auraient rapportés les métiers de cireur de bottes ou de domestiques. Pour les apaiser, des dirigeants de la société leur faisaient des dons ou les habillaient de neuf au moment des fêtes. En 1866, à Alger, on fondait une société analogue, «*La jeunesse israélite d'Alger*» qui comptait, au mois d'octobre, 112 souscripteurs, 65 membres et recueillait 830 francs de dons.

En même temps, des comités de bienfaisance, des œuvres de secours aux femmes en couches, d'assistance aux familles pauvres pour régler leurs frais d'enterrement, de circoncision, d'initiation religieuse, assuraient la stabilité sociale des juifs, elles leur permettaient d'échapper aux famines qui décimaient, à la même époque, l'archaïque société musulmane.

Les solidarités, aux multiples aspects, semblent avoir culminé au moment de la promulgation des lois de Vichy. Le seul réconfort, quelle que soit la ville, fut la réaction de l'ensemble de la communauté, «soudée dans le malheur». Une grande famille juive d'Alger, les Stora, a mis immédiatement au service des enfants juifs une cantine, puisqu'il n'y avait plus de cantines scolaires. Une autre famille, les Marchina, a donné un local, rue de la Lyre, pour l'école et des écoles juives ont fonctionné à tous les niveaux, primaire et secondaire, avec les enseignants juifs, la plupart agrè-

gés, renvoyés de l'Éducation Nationale. L'école a fonctionné, presque sans interruption, malgré les renvois et les exclusions du gouvernement de Vichy, grâce à la solidarité de tous. Mais cette école, bien sûr, fonctionnant sans subvention, était payante : les riches payaient pour les moins riches, chacun en fonction de ce qu'il possédait.

Comme l'ont écrit Joëlle Allouche-Benayoun et Doris Bensimon dans leur ouvrage *Les Juifs d'Algérie, Mémoires et identités plurielles* (Editions Stavit, 1998, p. 90) les communautés juives «fonctionnaient en fait comme de grandes familles, où l'entraide était coutumière, dans lesquelles circulaient les mêmes histoires merveilleuses que personne ne mettait en doute (au moins jusqu'aux générations nées à partir de 1940), où le sentiment d'appartenance à un même groupe était renforcé par le fait de vivre au même rythme des fêtes juives, d'apprécier les mêmes plats, de posséder un même patrimoine culturel.

C'était un monde de civilisation orale, où tout passait par le verbe, qui avait sa cohérence centrée sur la perpétuation d'ancestrales traditions. L'intrusion de la modernité, déjà en Algérie, avait ouvert des brèches dans ce monde lisse et apparemment sans contradictions. Le départ sans retour de la terre natale, l'installation en France, l'ont fait éclater : la famille est dispersée et ne se retrouve plus qu'à de rares occasions festives. Tout se centre plus, maintenant, sur la «famille nucléaire».

L'œuvre sociale protestante en Algérie

L'action protestante en faveur des déshérités a été, en Algérie, l'œuvre, presque partout, de particuliers mais aussi des paroisses. La charité s'est exercée, la plupart du temps, en parallèle à l'exercice religieux. Nous avons pu rassembler un certain nombre de ces actions charitables et présenter ici quelques exemples remarquables grâce aux documents fournis par Jacques Chouillou, Paulette Hermetet et Jean Delor.

L'Eglise protestante d'Algérie doit son existence officielle à l'ordonnance royale du 31 octobre 1839. C'est en 1845 que fut célébrée la cérémonie de la dédicace du Temple d'Alger, mais c'est dès 1844 que fut fondée, par le Consistoire, l'une des grandes réalisations protestantes, l'orphelinat de Dély-Ibrahim, près d'Alger. Là, pendant plus d'un siècle, cet organisme a recueilli des orphelins ou des enfants abandonnés, la plupart appartenant à la religion protestante. Mais le principe étant de ne repousser aucune misère, peu à peu, de nombreux enfants d'autres confessions étaient reçus. Le but était primitivement de préparer, à des professions agricoles, des enfants qui étaient, à l'origine, placés dans des familles de colons en attendant un regroupement.

En 1852, des bâtiments militaires du Camp de Dély-Ibrahim furent mis à la disposition de l'œuvre, pour les garçons. Les filles furent installés, à proximité, dans une vieille maison mauresque.

Les premières années furent difficiles, comme l'était, à cette époque, la vie de tous les colons. Un tremblement de terre, en 1867, endommagea gravement les bâtiments et ce n'est qu'en 1900 que des bâtiments neufs furent édifiés et que les enfants purent être regroupés. La valeur et l'importance de l'œuvre furent consacrées par le Gouvernement Général de l'Algérie qui reconnut l'établissement d'utilité publique.

L'orphelinat de Dély-Ibrahim ne constitue pas toutefois la seule manifestation de l'activité protestante envers l'aide à la colonisation. La Société Coligny fut fondée, en 1888, par Thierry Mieg, un grand industriel de Mulhouse et d'autres personnalités protestantes.

L'activité de la Société consistait à obtenir des lots de terrain, de 25 à 30 hectares, à titre de concession gratuite, en faveur de nouveaux colons, la plupart de ces concessions étant d'ailleurs des terres incultes, couvertes de broussailles et de palmiers nains. La Société



Le petit temple de l'orphelinat de Dely-Ibrahim

avançait la somme nécessaire à l'installation des colons sous forme d'équipement et de cheptel.

En 1881, la Mission en Kabylie se crée. Elle inscrit, à son actif, des écoles primaires, des écoles ménagères, des foyers pour jeunes gens et jeunes filles, des dispensaires et une assistance sociale remarquables.

Une autre mission, fondée par Emile Rolland, ancien ouvrier à l'usine Peugeot de Montbéliard, s'installe à Djemaa Saharidj, en Kabylie. Plus tard, le pionnier crée la station de Tizi-Ouzou et fait des tournées d'évangélisation, visitant les marchés et les fermes isolées. Il peut ainsi contribuer à soulager bien des misères.

Sa femme, aidée de jeunes missionnaires, visitait les familles, fondait un ouvroir pour y apprendre aux femmes la vannerie, le tissage, la confection

de tapis. Des jeunes gens sont regroupés en foyers et y trouvent une formation intellectuelle. Un dispensaire est ouvert, assurant les soins aux malades, tout particulièrement aux enfants. Un refuge est créé pour accueillir les femmes «fautives», enceintes et abandonnées. Les nouveaux-nés étaient élevés par le ménage Rolland.

La mission s'est poursuivie jusqu'en 1976, date à laquelle les autorités algériennes ont confisqué les biens de la mission et ordonné le départ d'Emile Rolland.

En 1959, le pasteur Tartar fonde l'Union des Croyants et crée un ouvroir pour jeunes filles musulmanes et un foyer culturel à Boufarik. Il poursuit son œuvre après l'indépendance, jusqu'en 1970. Les autorités algériennes qui avaient pourtant encouragé son œuvre, envoient la police pour signi-



Tissage de tapis à Djemaa Saharidj, en Kabylie.

fier au pasteur qu'il devait avoir quitté l'Algérie dans les trois jours.

Un mécène particulièrement généreux, Frédéric Lung, est à l'origine de diverses réalisations dont la plus spectaculaire est le Centre de Jeunesse qui portait son nom, au Mont Riant. Sa nièce, présidente de la Croix-Rouge d'Alger, est elle-même à l'origine de plusieurs réalisations caritatives de belle envergure.¹

Après la guerre, en 1945, elle s'était occupée d'un service de recherches de prisonniers, de déportés et de disparus.

Il faut aussi signaler la *Société Helvétique de Bienfaisance*, créée en 1872, composée essentiellement de commerçants d'Alger et qui avait pour premier objectif d'aider les chômeurs et les

malades. La Société fait intervenir des protestants influents et publie leurs lettres dans *L'Espérance*, journal local de la Communauté protestante française pour décrire des situations particulièrement émouvantes. Elles permettent un élan de solidarité de plus de 600 francs de 1867 à 1869, ce qui était un assez beau résultat.

Un autre nom ne doit pas non plus être oublié. Celui du pasteur Antoine Astier dont la vie est un véritable exemple d'abnégation. Il oeuvra avec efficacité lors de la famine de 1867 et de l'épidémie de typhus en 1868, lui-même ayant été gravement atteint. Sa femme meurt au cours de l'épidémie.

En 1935, le petit-fils du pasteur, maire de Souma, Marcel Astier, crée dans ce gros village, à une vingtaine de kilomètres de Blida, au pied de

1. Voir encadré Croix-Rouge, page 46



l'Atlas, la Société Française de Secours aux Musulmans. Il fait bâtir un dispensaire, avec tout d'abord des fonds privés puis, par la suite, quelques concours publics, en raison du développement de cette œuvre. Le dispensaire prend vite une grande importance. Il emploie en permanence une infirmière en chef et une sage-femme, assistées selon les besoins par des sœurs blanches venues d'Alger. Un médecin généraliste vient donner des consultations plusieurs fois par semaine et des spécialistes, essentiellement pour l'ophtalmologie et les affections pulmonaires, apportent leur concours. Outre les consultations au dispensaire, des tournées à domicile sont organisées. Une participation financière est demandée à ceux qui ont les moyens de le faire, pour les autres, les soins sont gratuits.

Quelques chiffres :

1937, 2392 consultations sur place,
1290 en tournées
1942, 3160 consultations sur place,
1467 en tournées
1953, 4046 consultations sur place,
1229 en tournées.

Autre exemple intéressant : Henri Borgeaud, en remerciement de soins reçus à l'hôpital, offre au professeur Benhamou de faire construire, sur les terres de son domaine à Staouéli, un centre de transfusion sanguine et de dessiccation du plasma et d'en assurer le financement.

On peut voir, à l'aide de ces quelques exemples et les mêmes entreprises au Maroc et en Tunisie, que ces actions caritatives étaient, pour la plupart, dues à l'initiative de gens exceptionnels et pour qui la charité, hors toute discrimination, n'était pas un vain mot.

Une initiative originale : L'Ecole des jeunes filles musulmanes de Tunis

Annie Krieger-Krynicky

L'œuvre sociale, qui est le fil conducteur de ce numéro, ne comprenait pas que la charité mais s'intéressait aussi au comportement et à l'évolution d'une partie de la population que l'on pouvait avoir tendance à «oublier». Voici, en quelques lignes, l'histoire d'une belle initiative que nous raconte notre amie Annie Krieger-Krynicky.

Ouverte le 1er mai 1900, à l'initiative de madame René Millet, épouse du résident général, elle ne comptait au départ que quelques jeunes filles, élevées par les salutistes anglaises. Dans une perspective toute différente et afin de se démarquer d'une oeuvre missionnaire, l'école recruta, avec des enseignantes européennes, un professeur de Coran. Le programme d'étude s'étalait sur trois ans, avec la langue française parlée et écrite, le calcul, des travaux manuels "faciles", des initiations à l'hygiène (prophylaxie des épidémies, vaccination contre la variole) mais aussi l'apprentissage de jeux et de divertissements.

Peu à peu, les réticences initiales s'estompèrent avec le bouche à oreille de parents à parents d'élèves. En 1912, la directrice Charlotte Eigenschenck se félicitait de dénombrer 500 élèves qui frappaient par leur curiosité intellectuelle et leur vivacité d'esprit. Le seul obstacle au développement de l'établissement était l'absence de revenus assu-

rés et d'un budget régulièrement alimenté. L'organisme des Biens Habous (religieux) apporta un financement à cette institution privée dont l'utilité fut consacrée par son rattachement à l'autorité publique tunisienne.

Un bel immeuble fut construit à Tunis avec des salles d'études claires et aérées, avec un préau pour les récréations et les jeux de plein air. Dans les réfectoires, les repas étaient pris en commun, à l'européenne, avec des repas fournis par les familles. L'école était protégée de la curiosité extérieure, les règles de la direction respectaient les moeurs locales de l'époque qui enfermaient les femmes au harem et exigeaient le port du voile mais elles ne prêchaient pas le féminisme. En fait, l'initiative d'une école de ce niveau était demandée par les Tunisiens qui souhaitaient faire évoluer l'éducation des filles en parallèle avec celle des garçons, permettant une sensibilisation, partagée dans les futurs foyers,

aux problèmes modernes de société.

A cette fin, le cursus s'étalait désormais sur sept ans, avec toujours la pratique parfaite du français et de l'arabe (les jeunes filles devant être bilingues), le calcul, la géographie de la France, de la Tunisie et des pays musulmans et les études religieuses. La bibliothèque, composée d'ouvrages sur l'art, la broderie artistique, les voyages, l'histoire, la morale, la puériculture et l'hygiène, était ouverte également aux anciennes élèves.

Au fil des générations, des liens s'étaient noués et lors des thés qui s'organisaient entre anciennes et nouvelles élèves, se retrouvaient nouvelles et anciennes condisciples avec les enseignantes. L'Alliance française, en offrant des ouvrages et en particulier les livres destinés à la distribution des prix, à la fin de l'année, s'était associée à cette initiative de mise à égalité de la population féminine dans le cursus scolaire de l'époque.



Garderies et Jardins d'enfants

Hélène Boutigny

Tout au long de ce numéro de *Mémoire Plurielle*, nous avons évoqué des œuvres, pour la plupart animées, même si le prosélytisme en était absent, par des groupes religieux, Maison des Œuvres Catholiques, paroisses protestantes, organisations juives ou musulmanes. Ici, nous parlerons d'une œuvre typiquement sociale, que l'administration française a prise en charge, depuis la construction des installations jusqu'au personnel parfaitement formé et dévoué. Hélène Boutigny était inspectrice adjointe, auprès de Madeleine Antona et directrice de deux centres dont celui de l'Arm'af qu'elle avait elle-même créé. Elle nous parle de ces réalisations sociales.

En juillet 1944, le président de la Délégation Spéciale de la Ville d'Alger, Marcel Duclos, constitue un bureau pour jeter les bases de cette belle œuvre. Après lui, le préfet Gazagne, maire d'Alger, la municipalité et les pouvoirs publics continuent.

L'exiguïté des logements, les difficultés de la guerre et de l'après-guerre ont incité bien des mères de famille à travailler. S'est alors posée la question de la garde des enfants. Pour les tout petits, jusqu'à deux ans, les parents pouvaient avoir recours aux crèches, mais, pour les enfants de deux à cinq ans, trop jeunes pour l'école et trop âgés pour les crèches, rien n'était prévu.

La ville d'Alger créa, pour eux, des jardins d'enfants et en confia la gestion à l'œuvre des *Jardins d'Enfants et des Garderies*, qu'anima et dirigea, avec une grande compétence et beau-

coup de dévouement, de 1944 à 1962, Madeleine Antona, inspectrice de l'Assistance Publique. Elle était entourée d'une adjointe, de plusieurs directrices, d'éducatrices spécialisées, de jardinières d'enfants et de monitrices.

Les activités, proposées aux enfants, étaient très variées : dessins, jeux d'intérieur et d'extérieur, éveil à l'écriture et à la lecture, etc. Une cantine





Un exemple de la méthode Froebel et les perruches

était ouverte lorsque les mamans ne pouvaient pas s'occuper des enfants à l'heure du déjeuner.

Trois méthodes étaient pratiquées :

- la méthode dite «nouvelle», éléments de vie sociale, apprentissage des responsabilités ;

- la méthode Froebel, sur une idée centrale s'élaborent tous les exercices ;

- la méthode Montessori, recherche, réflexion, observation.

Indépendamment de l'Oeuvre des Jardins d'Enfants de la Ville, la plus importante et la plus fortement orga-



Au Jardin d'Essai, le jardin d'enfants René Gazagne aux vastes proportions et à la belle piscine.

nisée, n'omettons pas de signaler, en parallèle, les jardins d'enfants privés, ceux des écoles religieuses, des grandes administrations, de la Délégation Générale, de la C.A.S.I.C.R.A., des P.T.T., de l'hôpital de Mustapha, d'industries telles que Bastos, Méliá, ceux d'organismes privés, comme la Croix-Rouge au Clos Salembier, l'Institution Laperlier et le Centre d'Accueil de la Mère et de l'Enfant du square Guynemer.

En fait, cette remarquable réa-lisation sociale est un excellent exemple de l'importance que les Français attachaient aux œuvres sociales.

Quelques chiffres, quelques noms pour mémoire
De 1944 à 1950 : création de 5 jardins d'enfants
D'octobre à juin : les enfants de deux à cinq ans sont les seuls à être admis.

De juin à septembre : on admettait les enfants jusqu'à douze ans avec le programme des colonies de vacances.

Aux environs de 1950-1951, il y a 11 jardins d'enfants. En 1952, création de 4 de plus. Citons quelques jardins d'enfants. Le Centre Villeneuve à Bab-el-Oued, Fontaine-Fraîche, Estrées, Gambetta (dans les tournants Rovigo), le Forum, Mont-Riant au boulevard de Telemly, Marcel Duclos au Champ-de-manœuvres, René Gazagne au Jardin d'Essai, Le Ruisseau, la S.A.U. du Clos Salembier (Ferrasse), l'Arm'af à Chateaufneuf, Louis Pasquier Bronde et ce fut le 16^e jardin d'enfants inauguré en mars 1960.

A Lavigerie (Maison-Carrée), le Méditerranée, jardin d'enfants de la Compagnie Immobilière Algérienne (C.I.A.) ouvrait ses portes le 13 avril 1962.

Ce fut le 18^e et dernier jardin d'enfants inauguré à Alger.

Mémoire de cœur

Jeanine de la Hogue

Faire entendre ce que fut l'œuvre sociale et caritative de la France en Afrique du Nord, c'était un objectif fort difficile à atteindre. Il faut bien se rendre compte de l'immensité du sujet et, comme nous l'avons dit dans notre éditorial, notre but était très modeste et nous voulons seulement faire réfléchir et mettre notre petite pierre pour aider à construire un édifice de justice. Œuvres publiques, œuvres privées, elles avaient toutes un même désir, soulager, aider de façon parfaitement désintéressée et sans parti pris. La diversité des actions laisse pourtant apercevoir, à travers l'immense action caritative, d'indéniables différences que nous avons soulignées dans nos articles.

Nous ne pouvions tout raconter mais nous avons choisi des exemples qui nous ont paru significatifs. Ainsi, on nous a raconté que, dans bien des cas, le vendredi était choisi pour manifester cette charité. Par exemple, dans une famille de Rio Salado, on préparait des vivres, des vêtements, diverses choses et le défilé commençait dans le long couloir toute la journée et la mère de famille accompagnait les dons d'un sourire amical. On savait inconsciemment, que la «manière de donner vaut souvent mieux que ce que l'on donne».

Les religieux musulmans favorisaient

la charité individuelle, suivant en cela les prescriptions du Coran. Mais ils avaient ouvert, en particulier à Alger, des centres d'accueil et de distribution de vivres.

Rachid Boudjedra¹ écrivait, en 1971, un ouvrage sur la vie quotidienne en Algérie. En voici quelques lignes qui soulignent un aspect particulier de la bienfaisance en Islam.



«La charité obligatoire (Zakat) est un dogme important de l'Islam. Cette exigence rappelle une sorte d'impôt religieux que, au début de l'islam, le responsable des finances publiques recouvrait pour le redistribuer immédiatement aux pauvres. Elle a été dégradée et a donc perdu de sa valeur religieuse. Certains, malgré leur grande dévotion, ne donnent pas le dixième de leurs revenus aux pauvres, comme l'exige la religion. Ils se contentent, le vendredi, à la sortie de la mosquée, de

1. *La vie quotidienne en Algérie* - Hachette



Un «refuge» créé aux alentours de la place de Chartres à Alger.

faire l'aumône ou de donner à manger à un homme dans le besoin. Mais ce dogme persiste, sous une forme dénaturée, il est vrai, chez les paysans pauvres qui continuent à donner le dixième de leur récolte à ceux qui n'ont pas de terre. Ailleurs, cet impôt n'a plus de valeur, puisqu'il n'est plus une obligation mais une aumône pure et simple, dont le montant n'est pas fixé et qui varie donc, selon le bon vouloir des donateurs».

Cette charité s'exerce particulièrement lors des fêtes religieuses, ainsi pour l'Aïd-el-Kébir, on dépose aux portes des mosquées, une part du mouton sacrifié. Pour toutes les autres fêtes, c'est le pain et les pâtisseries qu'on distribue. Des refuges pour les plus démunis sont créés dans les villes. A la campagne, l'entraide est plus personnelle. L'influence de l'école coranique est aussi importante.

Répandue à travers toute l'Afrique du Nord, la Croix-Rouge, fort curieu-

sement, a son origine en Algérie. En 1853, venant de Suisse, Henry Dunand était directeur et président de la Société Financière et Industrielle des Moulins de Mons-Djemila, en Algérie, et il a souhaité exposer à Napoléon III les graves difficultés qu'il rencontrait. C'est sur le champ de bataille de Solférino qu'il se retrouva et il ressentit un grand choc en étant amené à porter secours aux blessés et aux mourants. Ce choc fut pour lui déterminant et l'amena à créer la Croix-Rouge. De nombreuses actions furent entreprises, relayées par d'éminentes personnalités, goutte de lait, ouvriers, dispensaires furent créés au fur et à mesure des besoins. Frédéric Lung, sa nièce Henriette Lung, sont des noms qu'il est impossible d'oublier en Algérie.

Il nous faut citer aussi une expérience étonnante, assez unique, lancée par l'épouse du général Massu.

En 1958, après les manifestations de fraternisation sur le forum d'Alger, Suzanne Massu lançait, à la radio, un



Madame Massu au cours de l'une de ses visites.

message à toutes les femmes de bonne volonté. Son appel était entendu et les mouvements associatifs dont certains oeuvraient depuis près d'un siècle se sont mis en rapport avec elle. C'est alors que fut fondé le *Mouvement de Solidarité Féminine* qui s'adressait aux femmes musulmanes sous forme de création de cercles féminins (300 en 1960), d'ouvrirs principalement, regroupant près de 60 000 femmes. Très largement aidé par l'armée (transports, locaux, etc.), le mouvement put se répandre à travers le bled. Une opération machine à coudre, grâce à Pierre Bellemare et Radio Luxembourg, fera connaître cette action aux femmes de France.

Nommé archevêque d'Alger en 1867, le futur cardinal Mgr Lavigerie eut l'idée de fonder un ordre religieux qui serait au plus près des autochtones. Ce furent, d'abord, les Pères Blancs auxquels il donna un uniforme : chéchia rouge et burnous blanc. En 1869, il compléta cette fondation par celle des Sœurs Blanches.

Par la suite, nommé à Carthage, il s'occupa des ruines avec le père Delattre et poursuivit ses œuvres charitables.

A Tibhar, ils avaient une école d'agriculture et un ouvris.

En Algérie, les Pères Blancs avaient leur maison mère à Maison-Carrée, et étendirent leur action, outre Alger et la Casbah, en Kabylie et au Sahara.

Leurs préoccupations, comme celles des Sœurs Blanches, étaient l'éducation et la santé. Ils créaient des dispensaires



La maison mère des Pères Blancs à Maison-Carrée.

où ils formaient des infirmiers et infirmières et favorisaient l'artisanat avec, selon les régions, des ateliers de broderie, de vannerie, de tissage de tapis, de poteries. Toutes ces activités permettaient de mieux connaître les détresses cachées et de les soulager. Parlant parfaitement l'arabe, les Pères Blancs et les Sœurs Blanches avaient gagné la confiance des populations et pouvaient mieux les aider.

Quelques précisions et chiffres

Trois hôpitaux à El Attaf dans la plaine du Chélif en 1879, Michelet (1891) en Kabylie, Biskra (1895) 100 lits dans les débuts, 300 lits chacun en 1972. Les infirmeries du Sud avaient chacune 20 lits et une maternité. Il y avait des Pères Blancs à Aïn-Sefra, El-Oued, Ouargla, Ghardaïa, Biskra, Laghouat, El Bayod (Géryville). En Kabylie, Les Oudaïas (1878), Tizi-Hibel (1895), Ouaghzer (1933), Tizi Ouzou (1959), Larbaa Nath Irathen (1950), Ighil Ali (1894), Azazga (1954-1976), Djemaa Saharidj (1888).

Bibliographie succincte

Nous vous rappelons que le numéro 45 de *Mémoire Plurielle* était entièrement consacré à une bibliographie générale de l'Afrique du Nord. Nous vous conseillons donc de vous y reporter. Nous n'avons pas pu trouver d'ouvrages spécialisés sur le sujet qui nous occupe pour ce numéro. Nous vous signalons néanmoins quelques ouvrages qui, sans toujours aborder le sujet, sont intéressants.

Allali Jean-Pierre : *Juifs de Tunisie*, Ed. Solène, 2003.

Amicale des Anciens

Instituteurs et Instructeurs d'Algérie, 1830-1962. *Des enseignants d'Algérie se souviennent*. Privat 1981.

Ayoun Richard : *Les Juifs d'Algérie, deux mille ans d'histoire*, en collaboration avec **Bernard Cohen**. Ed. Jean-Claude Lattès, 1982.

Initiation au Judaïsme, au Christianisme et à l'Islam avec **Ghaleb Bencheikh** et **Régis Ladous**, Ellipses, 2006.

Baroli Marc : *Algérie, terre d'espérances, colons et immigrants 1830-1914*, L'Harmattan, 1992. Réédition complétée de *La vie quotidienne en Algérie*, Hachette 1986.

Baylé Jacqueline : *Quand l'Algérie devenait française*, Fayard 1987 et 2004.

Bouveret et Popineau : *Le médecin d'assistance au Maroc*. Ed. Maloine, 1922.

Boudjedra Rachid : *La vie quotidienne en Algérie*, Hachette, 1871

Burzet (Abbé) : *Histoire des désastres de l'Algérie (1866-1868)*, 1869.

Célérier Léon : *Six générations en Algérie*, Aubanel 1971. Presses Universelles, 1978.

Collectif : *Les Pieds-Noirs*, préface d'**Emmanuel Roblès**. Ed. Lebaud, 1982.

Collectif : **Appel A.**, **Baroli M.**, **Briat A.M.**, de la **Hogue J.** Préface de **René-Jean Clot**, *Des chemins et des hommes*, Curutchet, 1982.

Collectif : *Les Pieds-Noirs*, préface de **Marie Cardinal**, Ed. Belfond 1988.

Clauzel Jean : *La France d'Outre-Mer*, témoignage d'administrateurs et de magistrats. Karthala, 2003.

Chemouilli Henri : *Une diaspora méconnue, les Juifs d'Algérie*, 1976.

Chouraqui André : *Histoire des Juifs en Afrique du Nord*, deux tomes, éditions du Rocher, 1998, première édition un tome, Hachette 1985

Crespo Gérard : *Les Italiens en Algérie*. Gandini, 1994.

Crespo Gérard et Jordi Jean-Jacques : *Les Espagnols en Algérie*, L'Atlanthrope, 1991, Gandini 1996.

Demontès Victor : *Le peuple algérien, essai de démographie algérienne*, Imprimerie algérienne, 1906.

Di Costanzo Maurice : *Allemands et Suisses en Algérie 1830-1918*, Gandini, 2001.

Le Courrier du Dimanche, le journal du Protestantisme dans l'Afrique du Nord, numéro du Centenaire, Alger 1930.

Cristiani (Mgr. Léon) : *Le Cardinal Lavigier, un grand bienfaiteur de l'Afrique*. Ed. France Empire, 1961.

Daumas J. : *Mœurs et coutumes de l'Algérie*, Hachette, 1853.

Delpard L. : *L'histoire des Pieds-Noirs d'Algérie 1830-1962*. Ed. Michel Laffont.

Donato Marc : *L'émigration maltaise en Algérie au XIX^e siècle*, Africa Nostra, 1985.

Duvignaud J. : *La Tunisie, Rencontre*, 1963.

Féry Raymond : *L'œuvre médicale en Algérie Médecin chez les Berbères*

Fischer Fabienne : *Alsaciens et Lorrains en Algérie, histoire d'une migration*, 1830-1914, Gandini 1999.

Frémeaux Jacques : *La France et l'Islam depuis 1789*, PUF 1991.

Gautier E.F. : *Un siècle de colonisation au microscope*, Alcan, 1930.

Goinard Pierre : *Algérie, l'œuvre française*, Laffont 1984, Gandini 2001.

Hureau Joëlle : *La Mémoire des Pieds-Noirs*, Ed. Olivier Orban, 1987.

Jouhaud Edmond : *Histoire de l'Afrique du Nord*. Les Deux Coqs d'or, 1965.



Lefeuve Daniel : *Chère Algérie, La France et sa colonie 1930-1962*, Flammarion.
Lewis Bernard : *Juifs en terre d'Islam*, Flammarion, 1998.

Mannoni Pierre : *Les Français d'Algérie*. L'Harmattan, 1993.

Martin Claude : *Histoire de l'Algérie française*, Les quatre fils Aymon, 1963.

Micouleau-Sicault Marie-Claire : *Les médecins français au Maroc, combats en urgence*, L'Harmattan 1993.

Miège Jean-Louis : *Le Maroc*. PUF Que sais-je ? 2001.

Paroles d'action,
Louis-Hubert Gonzalve Lyautey, Imprimerie Nationale 2002

Nouvel Christophe : *La présence protestante en Algérie pendant la colonisation française*. Mémoire Institut Politique, 1985.

Pannier Jacques : *Les Protestants français et l'Algérie*, in Bulletin de la Société du Protestantisme français, 1930, p. 166-203.

Peyssonnel J.A. : *Voyage dans la Régence de Tunis*, Découverte, 1987.

Pervillé Guy : *De l'Empire français à la colonisation*. Hachette 1993.

Pons Jacques : *Henri Dumant, l'Algérie ou le mirage colonial*, Grounauer, 1979.

Pons (Mgr) : *La nouvelle église d'Afrique*.

Rousselle Maxime : *Médecins de bled*, La Nef, 1990.

Salinas M. : *Voyages et voyageurs en Algérie*, Privat, 1989.

Savelli André : *Le Service de Santé des Armées dans les territoires du sud-algérien*. Cercle algérieniste, Montpellier, 2005.

Sebag Paul : *Histoire des Juifs de Tunisie, des origines à nos jours*, L'Harmattan.

Sourdel O. et J. : *La civilisation de l'Islam classique*, Arthaud, 1983.
Thurin Guy : *Le rôle agricole des Espagnols en Oranie*, 1937.

Verdès-Leroux Jeannine : *Les Français d'Algérie, une page déchirée*. Fayard, 2001.

Yacono Xavier : *Thèse, la Colonisation des plaines du Chélif, 1935 et les bureaux arabes. L'évolution des genres de vie indigènes dans l'ouest du Tell algérois*.

Histoire de l'Algérie de la fin de la Régence turque à l'insurrection de 1954, L'Atlantique 1993,
Histoire de la colonisation française, PUF Que Sais-je, 1969, Fayard 1981.

Zafrani Haïm : *Deux mille ans de vie juive au Maroc*. Histoire et Culture Religieuse.

Repères bibliographiques

Jeanine de la Hogue

La désinformation autour de la culture des Pieds-Noirs

*par Pierre Dimech, L'Etoile du
Berger, Atelier Fol'fer 11, rue
des Récollets 75010 Paris, 16
euros - 06 74 68 24 40.*

«La désinformation, qui est devenue l'arme ordinaire des manipulateurs d'opinion, peu soucieux de s'exposer à débattre à armes égales, a, parmi ses cibles privilégiées, le domaine inépuisable de la colonisation française. L'Algérie, qui y occupait une place centrale est au cœur du système». A cet égard, «la guerre d'Algérie» a été et reste un terrain d'élection, un véritable gisement aurifère pour tous les chercheurs de traces de méfaits qui auraient été commis pendant 132 ans (car, au passage, on a réussi ce tour de force de faire remonter cette guerre qui a éclaté en 1954, à... 1830), par «la France d'avant». La désinformation : pourquoi ? La désinformation : comment ? La désinformation : à l'égard

de quoi ? Ayant ainsi posé le problème dans un avant-propos, Pierre Dimech va s'efforcer de démonter ces accusations.

La presse écrite affiche en toutes circonstances sinon un mépris, du moins un désintérêt pour «la portée des actions entreprises par les Pieds-noirs pour sauvegarder leur mémoire et leur culture». Mais que dire de la radio et surtout de la télévision ? Pierre Dimech donne en exemple une émission de Jean-Luc Delarue «Ca se discute» qui, sous couvert d'un titre alléchant : «Que reste-t-il de la culture pied-noire ?» a construit une émission sur les Juifs de Tunisie, en accentuant la vulgarité d'un style de vie, bien éloigné de la vie réelle de l'ensemble de la communauté.

Pierre Dimech aborde ensuite l'attitude du cinéma, insistant sur un groupe communautaire restreint au sein des Pieds-Noirs et pratiquant l'amalgame, soit

pour faire rire, soit pour révolter. Une autre approche de la désinformation, c'est l'oubli. Et là, Pierre Dimech s'étend largement sur le cas de Jean Brune, écrivain de grand talent mais qui eut le tort de ne pas choisir le parti vainqueur. A partir de l'exemple de Jean Brune, l'auteur aborde le problème de l'édition. Tous les écrivains Pieds-Noirs (puisque'il faut bien les nommer ainsi) ont eu, ont ou auront des difficultés à se faire éditer. Beaucoup d'écrivains publient à compte d'auteur ou dans de petites maisons d'édition et, là, la grande difficulté est de faire connaître leurs livres car la presse ne se bouscule pas pour en parler. On le voit, la boucle est bouclée. Pierre Dimech a bien exposé ce problème de la désinformation autour de la culture des Pieds-Noirs mais, hélas, avec les moyens restreints que nous avons, il faut s'obstiner même si on a l'impression de prêcher dans le désert. Ce que nous fai-

sons à Mémoire d'Afrique du Nord depuis maintenant douze ans, et 50 numéros, avec notre revue Mémoire Plurielle que nous aurions, d'ailleurs, bien aimé voir figurer dans la bibliographie de cet intéressant ouvrage. Peut-être cela pourrait être réparé dans une prochaine édition ?

On l'appelait le «crabe-tambour», le destin du lieutenant de vaisseau Pierre Guillaume

par Georges Fleury. Ed. Perrin, 20 euros.

L'honneur, la mer, le vent, les bateaux, tous ces mots sont les mots-clés de la destinée de Pierre Guillaume. Son sens de l'honneur l'a amené à des actes extrêmes. Il avait été marqué par l'abandon des populations en Indochine au moment du départ de la France. Jusqu'au bout, il avait combattu les Viet-Minh. Devant les événements douloureux, il décide de rentrer en Europe et, en vrai marin, il le fera en embarquant sur un voilier de huit mètres, un ketch qui, avec quelques améliorations, devait lui permettre de tenir en mer huit à neuf mois. Ce sera une difficile traversée où la mer et le vent lui font la

vie dure. C'est en Somalie que se termine son époque. A la mort de son frère, tué en Algérie, il sollicite l'honneur de le remplacer. Révolté par ce qui se passe, il participe au putsch, passe en jugement, puis rejoint l'OAS pour participer aux derniers combats de l'Algérie française. Arrêté et interné, il gardera toujours cette notion de l'honneur qui l'a animé toute sa vie. Bien racontée par Georges Fleury, sa vie est un exemple, difficile à suivre pour «le commun des mortels» mais à admirer profondément.

Les massacres du 8 mai 1945, Sétif, Guelma, le Constantinois

par Maurice Villard. Edité par l'Amicale des Hauts-Plateaux de Sétif. A commander à Maurice Villard, 8 Impasse Fouita 34500 Béziers. 30 euros + 4 euros pour frais d'expédition.

Cet ouvrage est la 4ème réédition de ce récit de l'insurrection du 8 Mai, avec de nouveaux documents et photos.

L'auteur, témoin visuel de ces événements, a regroupé ici les témoignages des

familles ayant vécu ces jours dramatiques, la déclaration du ministre de l'intérieur au parlement français après sa visite sur les lieux. On trouvera aussi les rapports des responsables civils et militaires, ceux des commissions diligentées par le général De Gaulle, des documents confidentiels ainsi que des documents militaires de l'époque. Par la masse d'informations rapportées (445 pages), l'ouvrage est considéré comme une référence.

Bône et Philipeville De Blida à Cherchell à travers la plaine de la Mitidja De Bougie à Sétif à travers la Kabylie De Cherchell aux portes d'Oran

Ces quatre ouvrages ont trois points communs, l'auteur Teddy Alzien, l'éditeur Alan Sutton et le prix, 19,90 euros.

Mais là s'arrêtent les ressemblances car ces quatre livres racontent des histoires bien différentes et tous ceux qui ont aimé ces régions m'en voudraient beaucoup si je faisais l'amalgame. Quoi de plus différent, en effet, que Mostaganem et Bougie, que Bône et Blida,

ou Philippeville et Sétif, et Cherchell et Oran, même si on reste aux portes de cette ville ?

Teddy Alzieu nous fait vivre, dans chacun de ses ouvrages, l'histoire de la région avant de nous en raconter les particularités, les monuments, la vie quotidienne et de nous en commenter les nombreuses illustrations, en moyenne deux illustrations par page (128 pages). C'est dire que nous apprenons beaucoup ou que nous retrouvons avec bonheur tous les paysages, les villes et villages, les campagnes et les hommes. Ces voyages nous transportent dans le passé grâce aux cartes postales et aux photographies anciennes. Merci à l'auteur et à l'éditeur.

Boufarik

*par Micheline Galéa et
Raymond Nominé, coll.
Mémoires en images. Alan
Sutton, 19,90 euros. Préface de
Thierry Rolando.*

Le général Berthezène écrivait, en 1841, «La Mitidja n'est qu'un immense cloaque, elle sera le tombeau de

tous ceux qui oseront l'exploiter». Grâce au travail et à l'acharnement des habitants, Boufarik devint une ville importante au milieu d'une Mitidja cultivée et prospère. Très illustré et grâce aux légendes bien documentées, l'ouvrage permet un voyage dans cette région qui doit tant au labeur et au courage des hommes.

Voyage en Tunisie, regards d'hier et de toujours

*par Geneviève Falgas
et Sauveur Farrugia,
éd. Alan Sutton -
25 euros.*

Toujours dans la collection «Mémoires en images», voici un ouvrage sur un pays que beaucoup découvrent grâce au tourisme. Après avoir évoqué l'histoire du pays depuis la création d'Utique au XII^e siècle avant J.C., la mythique Carthage au IX^e siècle avant notre ère, et les tribulations du pays avec, entre autres, les Romains, les Vandales, les Arabes et les Turcs, les auteurs abordent la période du protectorat

français. Comme pour tous les livres de cette collection, une nombreuse illustration, de grandes légendes permettent, en 192 pages, de découvrir ou de redécouvrir le pays. Un cahier d'illustrations en couleurs sur quinze pages complète bien l'intérêt de cet ouvrage.

Péripéties de la vie d'un Français d'Algérie

- Tome II : Ma vie pendant la guerre et l'exode

*par Jean-Pierre Guéring -
17, avenue des Acacias 31240
L'Union - 18 euros.*

Le récit, commencé dans le tome I, se poursuit ici avec toujours les faits réels vécus par l'auteur et sa famille en Algérie jusqu'au départ en France. L'auteur émet le vœu que la lecture de son livre provoque l'envie, chez le lecteur, d'écrire les mémoires de sa propre famille. Nous ne pouvons que souscrire à ce vœu.

Cirques n°4 :

*un bi-mensuel, disponible
en kiosque dans lequel écrit
notre amie Michèle Barbier.*